



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

Pôle administratif des installations classées

Annecy, le 19 décembre 2014

Réf ; LB/PAIC

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n°2014353-0004

Société TRANSPORTS NORBERT DENTRESSANGLE à MARIGNY-SAINT-MARCEL – Mise en demeure de procéder à des travaux de protection contre la foudre

VU le code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-889 en date du 19 juin 1990 complété le 24 avril 1997, ayant autorisé la société ENTRALP à construire et à exploiter un entrepôt couvert de substances combustibles sis zone industrielle des Grives sur le territoire de la commune de MARIGNY-SAINT-MARCEL ;

VU le récépissé préfectoral établi le 8 août 2006, suite au changement d'exploitant de l'établissement intervenu au bénéfice de la société TRANSPORTS NORBERT DENTRESSANGLE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 décembre 2014, constatant que la société TRANSPORTS NORBERT DENTRESSANGLE n'a pas procédé d'une part, aux travaux de protection contre la foudre préconisés par l'étude technique en date du 27 novembre 2012 qu'elle a fait réaliser par un organisme spécialisé, dans les délais fixés par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 susvisé, et d'autre part à l'exercice de défense contre l'incendie prescrit conjointement par l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 et par l'arrêté préfectoral n° 90-889 du 19 juin 1990 susvisés ;

Considérant qu'il s'agit de non conformités notables et qu'il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société TRANSPORTS NORBERT DENTRESSANGLE, dont le siège social est établi Zone industrielle des Grives à 74150 – MARIGNY-SAINT-MARCEL, est mise en demeure de procéder, sous un délai maximal de trois mois :

- aux travaux de protection contre la foudre répondant aux exigences de l'étude technique en date du 27 novembre 2012 qu'elle a fait réaliser par un organisme spécialisé,
- à un exercice de défense contre l'incendie, en interne ou en liaison avec les services d'incendie et de secours, lequel sera ensuite à renouveler au moins tous les trois ans.

Cet exercice devra mettre les employés de l'établissement en situation, et permettre de vérifier l'efficacité des mesures organisationnelles ainsi que les conditions de mise en œuvre des moyens d'intervention disponibles, dans le cadre du plan d'opération interne réalisé.

Il devra faire l'objet d'un compte rendu conservé au moins pendant quatre ans, afin d'y relater les conditions de son déroulement et de relever les observations qui auront été éventuellement formulées.

Article 2 : Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, la mise en demeure n'a pas été respectée, il sera fait application des sanctions prévues par le code de l'environnement.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société TRANSPORTS NORBERT DENTRESSANGLE.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, madame la directrice départementale de la protection des populations et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

. Monsieur le Maire de MARIGNY-SAINT-MARCEL,

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

signé

Christophe NOËL du PAYRAT

POUR AMPLIATION

La chef de pôle

Michèle ASSOUS

